

Alain Robert / Sipa

DÉPASSÉ PAR SON SLOGAN L'ancien ministre de l'Économie Arnaud Montebourg a fait sensation le 4 septembre à Clamecy, dans la Nièvre, pour l'annonce de sa candidature à la présidentielle.

Chahut médiatique

QUAND LA PUBLICITÉ ÉCLIPSE L'IDÉE

Il paraît que la politique, et l'élection présidentielle en particulier, n'est plus une affaire de fond et d'idéologie depuis longtemps. La course à l'Élysée serait devenue une sorte de concours de beauté amélioré, où la personnalité des candidats l'emporterait sur leur projet pour la France. Le chahut médiatique se place en cohérence avec ce triste état des choses, en s'attardant davantage sur l'emballage que sur le contenu lorsqu'un nouveau personnage entre en scène. C'est ce qu'a subi Arnaud Montebourg, le 4 septembre, à Clamecy. Une mésaventure dont il est à la fois responsable et victime.

Responsable, car le Bourguignon s'est plié aux exigences du temps en se choisissant volontairement – malgré la circonspection d'une partie de son entourage – un slogan provocateur, un brin incongru, bref, un mot d'ordre qui ferait à coup sûr parler : « La remontada de la France ». Voilà la phrase choc pour 2022 de l'ancien ministre de l'Économie. Une expression empruntée au jargon espagnol utilisé dans le football et répandue en France après la défaite humiliante du Paris Saint-Germain contre le FC Barcelone en 2017, familière dans certains pans de la société, absconse pour beaucoup d'autres.

S'il s'attendait forcément à provoquer des réactions et à attirer l'attention, Montebourg n'avait peut-être pas prévu que les commentaires déclenchés par son choix reléguerait à ce point son discours de candidature au second plan. Réseaux sociaux, articles, réactions médiatiques : dans les heures qui suivirent la conférence de presse de Clamecy, il n'y en eut presque que pour – et surtout contre – la fameuse « remontada », jugée, au choix, incongrue, efficace, douteuse, surprenante ou ridicule.

Pourtant, le projet du Nivernais paraît en mesure de susciter l'intérêt ou le rejet, plutôt que des moqueries d'adolescents : réindustrialisation du pays grâce à un État stratège et à la mise en place d'un protectionnisme aux frontières, soutien aux bas salaires, patriotisme économique, nationalisation des sociétés d'autoroutes, repeuplement des régions rurales, fermeté affichée sur le régalien, réforme des institutions… Qu'on y adhère ou qu'on le critique, l'alliage proposé par Montebourg est peu commun dans le champ politique, pourtant large, des candidats à la présidentielle. Il mériterait davantage de nourrir les discussions que la « remontada » promise par le fondateur de Bleu Blanc Ruche. ■ HADRIEN MATHOUX

IL A OSÉ LE DIRE

« Le [illegible] est au moins aussi [illegible] que celui [illegible] »

Jean-Louis Borloo, ancien ministre, *Zadig*, été 2021

PRENONS-LES AU MOT

LE TERRAIN : UN CHAMP DE MINES ?

Il faudrait une autre présidence […] beaucoup plus à l'écoute de ce terrain, de cette France profonde qui se sent tellement éloignée du pouvoir », déclarait la candidate Valérie Pécresse le 28 août, à Brive. « *Partout sur le terrain […] je sens une attente pour quelqu'un qui fera ce qu'il dit* », a déclaré en écho Michel Barnier, le 6 septembre, dans une interview à France Info. Les politiques se vantent régulièrement d'aller « sur le terrain », démontrant paradoxalement, au moment où ils se sentent proches du peuple, à quel point ils en sont éloignés. Il ne viendrait en effet à l'idée d'aucun citoyen de dire qu'il se rend « sur le terrain » lorsqu'il descend dans la rue ou lorsqu'il va faire ses courses au marché. Le mot « terrain », qui vient de *terrenus*, « formé de terre » et qui a donc pris le sens d'« étendue de terre », peut aussi désigner le « lieu où se déroule un combat », notamment dans l'expression « aller sur le terrain ». Sans s'en rendre compte, les politiques nous expliquent donc fièrement qu'ils partent à la guerre quand ils vont à la rencontre de leurs électeurs. Comme souvent, le vocabulaire politique a contaminé le langage médiatique. « Verdun-sur-Garonne : des élus sur le terrain », titrait *la Dépêche*, le 5 septembre. « Le gouvernement sur le terrain pour "accélérer" la lutte contre les violences conjugales » titrait *le Progrès* le 3 septembre pour nous apprendre simplement que Jean Castex et trois de ses ministres étaient en déplacement dans la Manche, comme si aller en province constituait déjà un haut fait. Bref, aller « au contact » des gens, comme le disent aussi les politiques qui daignent toucher leurs prochains, c'est tout sauf se rendre sur un terrain de jeu. ■ SAMUEL PIQUET